

ANALYSE DE LA CONJONCTURE SOCIALE AU QUÉBEC

Préambule : notre regard porte sur la situation sociopolitique du Québec et celle vécue par les mouvements sociaux. Par ailleurs, en lien avec la mission de Béati, nous choisissons de relever seulement des points qui nous semblent rejoindre ou devoir rejoindre directement les préoccupations de la fondation dans son travail de priorisation pour les futures années.

Ce texte et notre discussion collective s'inspirent aussi de notre connaissance des milieux à travers les divers projets reçus, analysés et refusés ou financés à travers les ans.

La question :

Comment favoriser et soutenir le développement de groupes et de mouvements sociaux engagés pour la justice et porteurs de véritables alternatives ?

L'analyse qui suit devrait nous permettre de saisir les enjeux actuels afin de nous permettre, par la suite, de dégager les stratégies et priorités de financement à choisir pour les prochaines années.

I- Des reculs sur le front de la lutte à la pauvreté et l'exclusion : Malgré l'adoption d'une loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale et le dépôt d'un plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, nous sommes loin d'un véritable engagement de l'État dans une véritable lutte à la pauvreté.

Les personnes en situation de pauvreté se trouvent dans un état de précarité constante : problèmes d'accès à un logement décent, à une alimentation saine et suffisante, les prestations d'assistance emploi sont insuffisantes, le salaire minimum n'est pas assez élevé pour assurer des revenus décents aux travailleuses et travailleurs, l'aide juridique est de moins en moins accessible, le gouvernement a transféré vers des prêts les bourses d'études, les prestations de la sécurité du revenu ne sont pas pleinement indexées. Les fruits de la croissance ne sont pas répartis au profit de tous; l'écart entre les mieux nantis et les personnes en situation de pauvreté ne cesse de s'accroître.

Ce contexte de précarité pour un nombre important de Québécoises et Québécois est un frein à une pleine citoyenneté. Il a aussi des effets sur l'action des organisations populaires et communautaires. Plusieurs groupes soulignent l'alourdissement des situations vécues par bon nombre de personnes qui font appel aux ressources communautaires.

« La montée de l'individualisme favorise les forts. Au moment où l'État québécois nous propose de briller parmi les meilleurs, la question qui se pose c'est la place que nous faisons aux autres, celles et ceux qui n'arrivent pas à performer, que les conditions économiques et sociales ont réduits à la sécurité du revenu, à la marginalité ».¹ Il y a au Québec, des initiatives qui pointent et qui cherchent à témoigner, pour paraphraser le collectif pour un Québec sans pauvreté, qu'il est possible de rêver logique, et de faire naître un Québec réellement basé sur des valeurs de solidarité et de justice sociale. Il y a un désir manifeste dans un segment important de la population de dire non à des politiques néo-libérales qui renverraient à chacunEs la responsabilité de se doter des ressources pour assurer son bien être.

¹ René Lachapelle, dans Retrouver notre capacité d'initiative, Interaction communautaire, Hiver 2005.

II-« Une société civile aux aguets » : Dans un tel contexte, la société civile s'est mobilisée de façon importante ces dernières années. Les groupes communautaires, les syndicats, la société civile se sont dotés de lieux de convergence pour unir leurs actions. Ces alliances témoignent d'une maturité des mouvements sociaux. Il n'y a pas si longtemps, pour des raisons stratégiques ou idéologiques, des divisions importantes avaient freiné l'émergence de vastes mouvements en faveur d'un projet social plus juste. Malgré des sensibilités différentes (les difficultés vécues par le comité aviseur de l'action communautaire n'en sont qu'un exemple), les mouvements sociaux ont réussi à travailler ensemble sur différentes questions et à faire contrepoids à la montée d'un discours de droite au Québec.

À travers un espace comme le forum social mondial, les réseaux de la société civile du Québec ont commencé à tisser des liens avec des organisations qui à travers le monde travaillent à faire émerger un monde plus solidaire et plus juste. En janvier 2005, c'est plus de 200 000 personnes, provenant de 135 pays, qui ont défilé dans les rues de Porto Alegre pour la marche d'ouverture du Forum social mondial.²

Dans le même ordre d'idée, des rapprochements se font aussi entre les tenants d'une économie solidaire et les acteurs traditionnels du mouvement communautaire. « De part et d'autre, on a conscience que dans ces différents réseaux existent des savoir faire, des initiatives qui répondent à des besoins dans la société mais que ceux-ci ont beaucoup à gagner à se mettre en lien. L'éducation populaire a besoin d'économie solidaire ; l'économie alternative et solidaire a besoin d'éducation populaire ».³

III- Des pratiques communautaires en tension : Sur le terrain des pratiques, plusieurs groupes communautaires sont confrontés à des pressions qui les contraignent à déléster l'action pour la justice en faveur de l'offre de service. Ces pressions viennent autant du milieu (avec un alourdissement des problématiques) que des bailleurs de fonds qui préfèrent financer le développement de services au détriment d'activités d'éducation populaire et de mobilisation.

Dans le cadre de son plan d'action en matière d'actions communautaires, le gouvernement du Québec a annoncé son intention d'éliminer certains regroupements et de rationaliser la présence des groupes communautaires au Québec. Cet exercice s'inscrit dans le cadre de la « modernisation » de l'État, où chaque ministère doit effectuer une réévaluation des programmes et de leur financement. Après un investissement additionnel de ressources financières, suite à l'adoption de la politique de reconnaissance de l'action communautaire autonome, les groupes sont confrontés à un gel des subsides.

Afin de faire face aux attentes de plus en plus importantes des bailleurs de fonds et influencé par une culture de la performance, le mouvement de professionnalisation de l'action communautaire s'est poursuivi, mettant à jour l'enjeu des rapports entre les salariéEs, les militantEs et les personnes qui ont recours aux ressources.

Paradoxalement, il y a une redécouverte, ces dernières années, de l'éducation populaire au sein de la mouvance communautaire. On redécouvre l'importance de la réflexion collective sur les enjeux sociaux et politiques. Le développement d'un réseau comme D'Abord Solidaires ou d'un institut comme celui du Nouveau Monde en sont des expressions très concrètes.

² Le quotidien communautaire Le Tour d'y voir, 1^{er} février 2005.

³ Tirée du site Web du mouvement pour le développement solidaire, petite historique

IV-: Le défi des générations : Les formes de militance se diversifient. Une nouvelle génération de militants investit les milieux sociaux. Consommation responsable, environnement, enjeux liés à la mondialisation des économies, participation citoyenne sont autant d'enjeux qui les mobilisent. Le défi intergénérationnel au sein des mouvements sociaux pointe à l'horizon. Entre les générations de militantes, de travailleuses et travailleurs, les ancrages, les références sont différentes. Le rapport à l'action, au projet politique tend à changer. Pas moins militant, mais souvent marqué d'un désir de favoriser le changement à travers des projets concrets.

V-: Des régions en mal de développement: Plusieurs communautés au Québec sont confrontées à un contexte de décroissance démographique et de vieillissement de la population, d'essoufflement des régions-ressources et de la transformation de l'activité industrielle. «Le développement socioéconomique des régions, condition d'une occupation intégrale du territoire, connaît des difficultés importantes au Québec. De nombreuses communautés sont en voie de désintégration. Ce phénomène de désintégration sociale et économique équivaut à un véritable processus de «sous-développement durable». Il est provoqué surtout par un modèle de développement qui produit des inégalités, - par exemple, entre régions rurales et centres urbains et aussi entre différents quartiers des grands centres - tout le contraire d'une véritable croissance qui, elle, permet à toutes les régions de se développer de manière durable. Les écarts chroniques de niveau d'emploi, donc de niveau de revenu, finissent par avoir des effets sur la démographie, de telle sorte que des régions ou sous-régions perdent peu à peu leur capacité naturelle de reproduction et se retrouvent désormais engagées dans un processus de dépopulation. C'est le cas, en particulier, de six régions et de 58 MRC qui occupent par ailleurs 80% du territoire habité du Québec »⁴

En réaction à ce contexte de décroissance, un désir de plus en plus affirmé des communautés locales de prendre en charge leur développement (ou au minimum de l'orienter) s'est développé. Il faut cependant souligner qu'avec la refonte des structures de gouvernance locale, la société civile a été exclue des lieux de décisions ce qui rend l'influence citoyenne plus difficile à exercer. Les instances communautaires dédiées au développement local (Corporation de développement communautaire, Table de quartier) restent, quant à elles, peu soutenues et mal financées malgré une reconnaissance de plus en plus importante du rôle que ces instances jouent en faveur d'un développement social et communautaire.

Jacques Bordeleau, 2005

⁴ Assemblée des évêques du Québec, Message du 1^{er} mai 2004.